

Be 24. Sep. 68 16

3003 Bern, 24. September 1968

p.A.45.33. - JM/hu

An den  
Polizeidienst der  
Bundesanwaltschaft3003 B e r nUmtriebe gegen Portugal  
in der Schweiz

Sehr geehrte Herren,

Anlässlich eines Besuches in Bern hat uns Herr Botschafter Naville aus Lissabon kürzlich über eine Unterredung mit dem Chef der politischen Angelegenheiten im portugiesischen Aussenministerium unterrichtet. Dabei hat der Gesprächspartner unseres Botschafters einige Äusserungen gemacht, die vielleicht für Sie von Interesse sein könnten und die wir zu Ihrer Orientierung für alle Fälle im Folgenden zusammengefasst wiedergeben:

"Autrefois, on avait l'impression qu'on s'en tenait en Suisse à une neutralité d'opinion beaucoup plus accentuée, en ce sens que neutralité signifiait ne pas laisser des débats s'instituer dans le pays au sujet de questions politiques intéressant d'autres nations. On assiste actuellement à un phénomène inverse, en ce sens que neutralité signifie laisser au contraire s'instituer en principe des débats de caractère politique quels que soient les pays qui peuvent être visés et de quelque tendance idéologique à laquelle ils appartiennent. M. Caldeira Coelho me cite notamment le cas de groupements divers qui exercent une activité dans notre pays, dirigés directement contre le Portugal, tel que, par exemple, celui du Comité d'organisation d'une "Table ronde" pour les libertés du Portugal, qui procède à la publication d'un "Dossier du Portugal". Il existerait aussi un pamphlet qui, sous le titre "la Voix de la liberté", est distribué à Genève et est dirigé essentiellement contre la politique portugaise. Il me cite ensuite l'existence d'un Comité d'amnistie ayant son siège à Lausanne, qui distribue des documents dans les milieux catholiques et protestants et qui attaque violemment le Gouvernement portugais en ce qui concerne les prisonniers politiques. D'après mon interlocuteur, ces documents contiendraient de nombreuses inexactitudes sur la politique intérieure du Portugal. En outre, il paraîtrait que récemment, ainsi qu'il résulte

./.

- 2 -

d'articles parus dans "La Suisse" et la "Tribune de Genève" en date du 11 juillet dernier, un groupe de citoyens suisses aurait décidé de constituer un mouvement d'appui aux populations de l'Angola et dont le siège serait à Genève."

Wir versichern Sie, sehr geehrte Herren, unserer vorzüglichen Hochachtung.

EIDG. POLITISCHES DEPARTEMENT

Politische Angelegenheiten

I. A.

Rüedi

Kopie geht an: Schweiz. Botschaft Lissabon z.K.

Da 24 Sep 68 16